



**Ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale
Ministère des solidarités, de la santé et de la famille
Ministère de la parité et de l'égalité professionnelle**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
Service Santé Environnement**

**ARRÊTE N° 2005.1.330 du 6 avril 2005
Portant définition des zones à risques d'exposition au plomb**

La Préfète du Cher,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L.1334-1 à L.1334-6 et R.1334-9 à R.1334-13,

Vu le Code pénal notamment les articles 223-1 et 121-3,

Vu la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions et plus particulièrement son article 123,

Vu l'arrêté ministériel du 12 juillet 1999 fixant le modèle de la note d'information à joindre à un état des risques d'accessibilité au plomb révélant la présence de revêtements contenant du plomb pris pour l'application de l'article R.1334-13 du Code de la Santé Publique,

Vu la circulaire DGS/VS3 n°99/533 UHC/QC/18 n°99.58 du 30 août 1999 relative à la mise en œuvre et au financement des mesures d'urgence sur le saturnisme,

Vu la circulaire DGS/SD7C/2001/27 et UHC/QC/1 2001-1 du 16 janvier 2001 relative aux états d'accessibilité au plomb réalisés en application de l'article L.1334.5 de la loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

Vu la circulaire DGS n°309 du 3 mai 2002 définissant les orientations du ministère chargé de la santé et les actions à mettre en œuvre par les DDASS, DRASS et SCHS dans le domaine de la lutte contre l'intoxication par le plomb pour l'année 2002,

Vu l'avis du Conseil Municipal des communes ayant répondu suite à la consultation du 22 octobre 2004,

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène du 8 février 2005,

Considérant que le plomb est un toxique dangereux pour la santé publique, et notamment pour celle des jeunes enfants,

Considérant que l'emploi des peintures ou de revêtements contenant du plomb a été largement utilisé dans le bâtiment jusqu'en 1948,

Considérant, dès lors, que tout immeuble construit avant 1948 présente un risque potentiel d'exposition au plomb pour les occupants,

Considérant que l'ensemble des communes du département comporte des immeubles construits avant 1948 en nombre conséquent,

Considérant la nécessité pour l'administration d'avoir les coordonnées du vendeur et de l'acquéreur afin de mettre en place les mesures d'urgence pour lutter contre le saturnisme infantile,

Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

ARRÊTE :

Article 1er :

L'ensemble du département du Cher est classé zone à risque d'exposition au plomb au sens de l'article L.1334-5 du code de la santé publique.

Article 2 :

Un état des risques d'accessibilité au plomb est annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat, à tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation, construit avant le 1er janvier 1948. Cet état doit avoir été établi depuis moins d'un an à la date de la promesse de vente ou d'achat ou de contrat susvisé.

Article 3 :

L'état des risques d'accessibilité au plomb est réalisé conformément au guide méthodologique DGS/DGUHC pour la réalisation de l'état des risques d'accessibilité au plomb de la circulaire DGS/SD7C/2001/27 et UHC/QC/1 2001-1 du 16 janvier 2001 relative aux états d'accessibilité au plomb réalisés en application de l'article L.1334.5 de la loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, circulaire publiée au BO 2001-5. Cette circulaire est disponible sur le site Internet du ministère chargé de la santé à l'adresse www.sante.gouv.fr et auprès des DDASS, des DDE et des préfectures. Un plan coté précisant l'usage de chaque pièce est annexé à l'état des risques d'accessibilité au plomb.

Article 4 :

Aucune clause d'exonération de la garantie des vices cachés ne peut être stipulée par le vendeur ou son mandataire à raison des vices constitués par l'accessibilité au plomb si l'état des risques n'est pas annexé aux actes susvisés.

Article 5 :

Cet état est dressé par un contrôleur technique agréé au sens de l'article L.111-25 du Code de la Construction et de l'Habitation ou par un technicien de la construction qualifié ayant contracté une assurance professionnelle pour ce type de mission. Les fonctions d'expertise ou de diagnostic sont exclusives de toute activité d'entretien ou de réparation de cet immeuble.

Article 6 :

Lorsque l'état des risques révèle la présence de revêtements contenant du plomb, il lui est annexé une note d'information à destination du propriétaire lui indiquant les risques de tels revêtements pour les occupants et les personnes éventuellement amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné. Cette note doit être conforme au modèle délivré par l'arrêté ministériel du 12 juillet 1999 susvisé.

Article 7 :

L'état des risques révélant la présence de plomb visé à l'article précédent, incluant la note d'information, est communiqué par le propriétaire aux occupants de l'immeuble (ou de la partie d'immeuble concerné) ainsi qu'à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans cet immeuble (ou partie d'immeuble). En outre, cet état est tenu par le propriétaire à disposition des agents ou services mentionnés aux articles L.1312-1 et L.1422-1 du Code de la Santé Publique ainsi que, le cas échéant, aux inspecteurs du travail et aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale.

Article 8 :

Lorsque l'état des risques annexé à l'acte authentique qui réalise ou constate la vente révèle une accessibilité au plomb (présence de revêtements dégradés contenant du plomb à une concentration supérieure au seuil réglementaire), le vendeur ou son mandataire en transmet une copie complète au Préfet après la vente, dans les meilleurs délais, en précisant simultanément à cet envoi les coordonnées complètes du propriétaire vendeur et de l'acquéreur.

Article 9 :

Toute personne qui dérogerait aux principes visés par le présent arrêté s'expose à des sanctions et, le cas échéant, à des sanctions pénales au titre de mise en danger de la vie d'autrui.

Article 10 :

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être formé devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Article 11 :

Le présent arrêté sera affiché dans les mairies pendant un mois du **1er juin 2005 au 30 juin 2005**. Mention du présent arrêté sera insérée dans deux journaux paraissant dans le département du Cher. Une copie sera adressée au conseil supérieur du notariat, à la chambre départementale des notaires, aux barreaux constitués près des tribunaux de grande instance dans le ressort desquels est située la zone à risque.

Article 12 :

Le présent arrêté entrera en vigueur le **1er juillet 2005**.

Article 13 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Cher, Messieurs les Sous-Préfets, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement et les Maires des communes du département du Cher sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Signé : Francis CLORIS